

La décomposition de la gauche, la difficulté pour la droite centriste de se regrouper, le dialogue Le Pen – Zemmour et les sondages stupides constituent l'actualité politique. Mais cette actualité n'a rien de libéral : on cherche en vain un candidat libéral, si ce n'est Denis Payre (dont les chances sont minces), il y a aussi des candidats « libéraux » qui ne le sont guère ! En revanche l'équipe des libéraux réunis dans la Confédération est au travail, et commence à cerner les programmes et les discours des candidats déclarés.

Jacques Garello

Sondages : ont-ils un sens ?

A quelque six mois de l'élection il est sans doute imprudent de faire des pronostics au vu de sondages dont on se demande au demeurant s'ils ont un sens. Voici les arguments que nous retenons pour justifier notre opinion.

1° Les sondages ne donnent jamais le pourcentage de ceux qui sont aujourd'hui décidés à s'abstenir, parce qu'aucune offre politique ne leur convient. Le parti abstentionniste demeure sans doute le plus important de France.

2° Les sondages font apparaître que le choix des électeurs pour « leur » candidat est susceptible de changer. Pour certains candidats ces « versatiles » représentent la moitié des électeurs sondés.

3° Les sondages ne peuvent prendre en compte le résultat du « Congrès » des LR le 4 décembre. Le retour de Xavier Bertrand et Valérie Pécresse dans le giron du parti LR peut-il conduire à une unité de « la droite » qui pourrait plaire à certains électeurs ?

4° Les sondages considèrent que les suffrages qui se portent sur « la droite nationale » (version soft) ou l'« extrême droite » (version bien pensante) ignorent si Eric Zemmour et Marine Le Pen vont ou non fusionner. Des commentateurs ont fait dire au sondage de l'IFOP cette semaine que les électeurs des deux protagonistes se complètent : les seniors aisés de la région parisienne complèteraient parfaitement les classes moyennes et rurales.

5° Les commentateurs décrètent que les Français veulent voter à droite en ajoutant les voix des candidats issus de LR, du RN et de Zemmour. On se demande bien en quoi les programmes de « l'extrême droite » sont homogènes avec ceux de la droite « modérée », et encore moins avec ceux des libéraux (de toutes façons hors jeu pour les présidentielles)

6° Pourquoi pas l'émergence d'un candidat libéral d'ici la fin de l'année ? Les libéraux seraient heureux de voir et soutenir David Lisnard. Trop beau pour être vrai sans doute.

Mais toutes ces remarques suggèrent que les jeux sont loin d'être faits, sauf en ce qui concerne l'échec probable de la gauche et des verts, qui ont peu de chance de passer la sélection du premier tour.

Un libéral simple

L'analyse précédente évoque la possibilité de voir un candidat libéral se proposer à nos suffrages. En effet, en dehors de Denis Payre, une autre personnalité de poids a annoncé son intention de participer à la compétition présidentielle. Par discrétion, nous ne donnons pas le nom de ce candidat potentiel, mais les lecteurs de Contrepoints ont pu le connaître, notamment parce qu'il avait déclaré dans les colonnes de ce site libéral « *Je ne suis pas anti-libéral* », ce qui laisse à penser qu'il est libéral.

Le programme qu'il a présenté plus récemment est simple. SIMPLE comme le parti qu'il a créé, et qui se propose essentiellement de lutter contre la complexité et l'étouffement de la bureaucratie française.

Voilà en effet du libéralisme. Ce parti aurait d'ores et déjà une force de frappe constituée par des jeunes d'une génération qui se dit libre, et le soutien de personnalités politiques, de sénateurs et de députés qui assisteront bientôt à une grande réunion publique. Mais pour l'instant toutes ces personnes ne sont pas encore connues : l'effet de surprise jouera donc en faveur dudit candidat.

Pourquoi a-t-il eu besoin de déclarer qu'il n'était pas anti-libéral ? Il affirme à juste titre que « *le sel du libéralisme [est] l'individu dans sa singularité, son imprévisibilité, sa propension à errer et à se tromper* ». Mais il précise tout de suite que son libéralisme n'est pas « néolibéral », et il dénonce ceux qui se disent libéraux mais « *défendent le statu quo et le capitalisme de connivence* » Allant plus loin dans la critique de ces libéraux-là il leur reproche d'en être resté à l'utilitarisme de l'*homo economicus*. Il est à craindre que ce philosophe n'ait jamais lu les ouvrages de son collègue Philippe Nemo, ni d'un économiste comme Pascal Salin. Il ignore donc l'existence de l'école autrichienne de Menger, Mises et Hayek ; Il ignore aussi toutes les attaques menées par les « néoclassiques » contre le statu quo et le capitalisme de connivence (sans doute n'a-t-il jamais lu la Nouvelle Lettre). En revanche il a lu et approuvé l'ouvrage de son ami Claude Gamel, qui prône un « *libéralisme raisonnable* » (NDLR : sérieusement étrillé par Gérard Bramoullé dans le dernier numéro du Journal des Libertés)

Comme chez Macron, la raison vient tempérer le libéralisme, et cette tempérance n'a d'autre origine que l'Etat, qui a le devoir de rendre l'individu libre. Ce paradoxe de l'Etat libérateur n'est pas l'apanage exclusif de notre candidat, nombreux sont les bien-pensants qui soutiennent que la France s'étant bâtie autour de l'Etat (ce qui est vrai) c'est à l'Etat d'organiser les réformes de la liberté. En général ces personnes sont convaincues qu'Emmanuel Macron est réellement l'homme d'Etat capable de libérer les Français. La confusion intellectuelle se prolonge avec le choix des moyens que l'Etat doit utiliser : « *un revenu universel (sur le plan matériel) et une stratégie d'instruction publique (sur le plan intellectuel)* ». Songez qu'il y a des libéraux arriérés et déraisonnables comme nous, qui sommes opposés au revenu universel et estiment que la liberté et la concurrence scolaires sont de nature à nous sortir de la crise actuelle de l'Education Nationale.

Nous pouvons cependant douter de la simplicité du candidat quand il cherche à expliquer son message. Pour connaître la France dans sa profondeur, il faut la parcourir à cheval – ce qu'il a fait. Pour comprendre comment nous sommes manipulés par la société de consommation, il donne l'exemple des *duty free* dans les aéroports, qu'il fréquente assidument puisqu'il a le privilège de faire plusieurs tours du monde chaque année et d'être en contact avec les penseurs les plus célèbres de Los Angeles à Shanghaï en passant par Londres. Il aime bien les longs courriers, ils lui donnent le temps de réfléchir, il nous a déjà adressé plusieurs messages depuis son siège en première classe. Sa façon de s'adresser aux gens simples n'a d'équivalent que celle de Zemmour. Jugez-en par son attaque contre le « *modèle dominant de surveillance* » (passe sanitaire en l'occurrence) : *Des alternatives existent bien sûr, de DuckDuckGo à Tor en passant par les VPN. [...] Faudra-t-il demain scanner un Health Pass pour entrer dans un bar ?*

« *J'ai fait le tour du monde de l'intelligence artificielle* » précise le candidat avec sa modestie coutumière. Il a su néanmoins rester réellement et naturellement SIMPLE.

Xavier Bertrand peut-il sauver les Français ?

Il a été sous les feux de la rampe médiatique à la fin de la semaine dernière : non seulement Xavier Bertrand a accepté de participer au Congrès du 4 décembre, mais il a repris sa carte du parti LR, tout comme Valérie Pécresse bien entendu.

A la une de la revue Contrepoints du 16 octobre Jacques Garelo a commenté l'interview donnée par Xavier Bertrand à France Info le 4 octobre dernier. Durant les semaines qui ont suivi le candidat a sans doute apporté quelques amendements aux réformes qu'il suggère, mais l'essentiel avait été dit. Voici quelques extraits de l'article de Jacques Garelo.

Le pouvoir d'achat : SMIC et relance de la croissance

Xavier Bertrand propose l'augmentation du SMIC, qui passerait de 1.259 euros net par mois à 1.500. Où trouver ces 241 euros de plus ? Xavier Bertrand rassure les entreprises : la différence ne sera pas payée par les employeurs : « C'est l'Etat qui mettrait ce différentiel ». L'Etat peut toujours payer... quoi qu'il en coûte.

Mais qu'importe ? L'essentiel est de considérer l'augmentation du SMIC comme une panacée – et Xavier Bertrand n'est pas le seul à la proposer. Mais quel impact sur l'emploi ? D'une part le SMIC a l'inconvénient incontestable de créer du chômage (NDRL Cf. notre article sur les prix Nobel) D'autre part, le SMIC ne tient aucun compte des différences de qualification et de pénibilité des divers secteurs d'activité. Alors la rémunération du salarié n'a plus de lien direct avec la valeur du travail qu'il fournit – les uns sont avantagés, les autres spoliés.

En réalité Xavier Bertrand, comme nombre d'autres candidats, voit dans l'augmentation du pouvoir d'achat un outil de relance de l'économie. C'est la vieille idée keynésienne suivant laquelle l'économie est dopée par une « demande globale » plus dynamique : les Français vont consommer davantage, et les carnets de commandes des entreprises vont se remplir.

Comme l'histoire économique l'a démontré sans cesse, ce miracle qui consiste à s'enrichir en dépensant davantage ne s'est jamais produit. La manne tombée du drone étatique peut se porter sur des produits étrangers, ou sur des produits nationaux qui ne sont pas produits en quantité suffisante ; les prix augmentent et le pouvoir d'achat réel est rapidement diminué.

Fiscalité : rien sur la spoliation fiscale

Les gouvernants actuels se sont vantés d'avoir diminué la fiscalité sur les entreprises : « moins d'impôt de production ». C'est une façon de reconnaître le rôle déterminant de l'entreprise,. Xavier Bertrand s'inscrit dans cet hommage électoral, on a besoin du patronat.

Mais en réalité « la production » ne paye pas d'impôt : ce sont les entrepreneurs, les salariés et cadres, les actionnaires qui paient des impôts sur leurs revenus, et ceux qui gagnent le plus d'argent sont soumis à des taux d'une telle progressivité qu'il s'agit d'une véritable spoliation. C'est une puissante incitation à ne pas pousser plus loin l'effort productif.

Une autre conséquence de cette spoliation fiscale est de perdre chaque année une centaine de milliers de jeunes Français qui iront exercer leurs talents ailleurs. Cette exportation du capital humain est une perte encore plus lourde que celle de l'expatriation du capital financier.

Les retraites : à 64 ans, mais à petits pas

La classe politique française a tendance à se battre sur l'âge du départ à la retraite : de 55 ans à 67 ans (Édouard Philippe) les uns vont à l'encre les autres vont à l'encan. Xavier Bertrand a une position médiane : ce sera 64 ans mais en reculant un trimestre chaque année, ce qui nous mènerait à 2032. Alors le problème serait réglé.

Xavier Bertrand reste dans la logique du système actuel : la répartition. Elle est sympathique: les jeunes actifs paient pour les vieux retraités. Mais cette solidarité intergénérationnelle ne peut

ACTUALITÉ LIBÉRALE

survivre avec une population vieillissante. Dans les années 1970 il y avait 4 actifs pour un retraité, il y a aujourd'hui 1,2 actif pour un retraité. Changer les paramètres et augmenter l'âge de la retraite c'est aller sans cesse plus loin : augmenter le nombre d'années de cotisation, et diminuer le nombre d'années de pensionnés (bien que, fort heureusement, les retraités survivent plus longtemps).

Comme tous les candidats (à ma connaissance aujourd'hui, excepté Denis Payre) il n'est fait aucune allusion au système le plus efficace et le plus juste : la capitalisation (NDLR : voir l'article de Nicolas Marquès ci-dessous)

La coloration à droite

Certes Xavier Bertrand peut se prévaloir devant l'électorat dit de droite d'avoir des formules et des choix qui tranchent avec le délire des candidats de gauche, Verts compris : « l'autorité, le travail, les territoires ». Il souhaite une « pause des réformes sociétales » (mariage, PMA), une obligation pour les immigrés de respecter les lois de la République, la hausse de la part du budget consacré à la police, la justice (et les prisons qui vont avec), la disparition de certaines instances de déconcentration comme les ARS, la sauvegarde des écoles dans les petites communes.

Mais d'une part ces réformes sont à la mode et le président Macron et d'autres candidats peuvent tenir les mêmes discours : il faut séduire le centre. Mais ces réformes accumulent de nouvelles dépenses publiques et pour les financer il serait nécessaire de réduire toutes les autres dépenses de l'État, donc de réduire l'État à ses seules fonctions régaliennes. Or Xavier Bertrand conserve et même développe les postes budgétaires liés à l'État Providence, il ne remet pas en cause la Sécurité sociale, ruineuse pour les assujettis.

Quant aux affaires étrangères Xavier Bertrand demande que « la France se fasse respecter » car elle est membre du Conseil de Sécurité de l'ONU. De même « l'indépendance énergétique » de la France n'est pas pour demain. Xavier Bertrand se montre très critique à l'égard des « énergies renouvelables », en particulier des éoliennes. Quant à l'Union européenne, Xavier Bertrand devra préciser encore sa position : peut-il ignorer la crise très grave qu'elle traverse ?

Un programme paramétrique

J'utilise ici le clivage que l'on retient habituellement pour les réformes des retraites : on essaie de bricoler ce qui existe sans jamais chercher à changer de système.

Les élections présidentielles de 2022 ne semblent pas prendre la dimension d'un choix de société. Mais, plus fondamentalement, la classe politique française, ses partis et ses leaders, ne sortent pas du même système politique installé depuis des lustres : tout remonte à l'État, dans le domaine économique, social, juridique et sociétal. Le citoyen est devenu un sujet du pouvoir.

D'autres articles dignes d'intérêt

Ils sont nombreux, et la production des libéraux est au maximum, bien que les échos médiatiques soient comme d'habitude assez faibles : complot du silence autour du libéralisme ? Nous avons retenu trois articles qui peuvent être « à sensation ».

Nicolas Marquès : Retraites par répartition, une « taxe implicite » de 50 à 70 %

(Contrepoints, 18 octobre)

Le directeur de l'Institut Molinari, fort de son double bagage universitaire (Aix en Provence, Cato Institute) et financier (directeur des produits d'épargne dans une grande banque) a mis en relief la

perte que représente le système par répartition au rapport à un système par capitalisation. Les calculs ne trompent pas : le système par capitalisation, même avec un taux de placement très réduit (4 ou 6 %), est entre quatre ou cinq fois moins cher pour l'assuré – à durée de cotisations égale. *Un individu capitalisant à 4 % pourrait se constituer une retraite du même montant avec des versements quasiment deux fois moindres. Dans le haut de la fourchette, avec un différentiel de rendement du capital de 4 points entre la répartition (2 %) et la capitalisation (6 %), la taxation pure suscitée par la répartition serait de l'ordre des 70 %.*

Nicolas Marquès fait état d'un calcul fait par les financiers de Natixis : *Les calculs de Natixis montrent qu'un euro de cotisation retraite investi en 1982 fournit en 2019 une richesse de retraite de 1,9 euro en répartition ou 21,9 euros en capitalisation, avec un fonds de pension investi à 50 % en actions et 50 % en obligations. Cela représente un différentiel de 1 à 11 en faveur de la capitalisation.*

Obliger les Français (dans le système général) à cotiser en répartition représente donc un véritable impôt : on leur prélève entre 50 et 70 % de leur argent sans qu'ils aient le choix.

Cependant Nicolas Marquès fait remarquer à juste titre que le calcul de Natixis se rapporte à un placement réalisé en un temps précis t^0 alors que le retraité doit verser ses cotisations durant plusieurs années. Il a donc refait les calculs sur cette nouvelle base, et les conclusions, bien qu'évidemment moins spectaculaire que dans le cas précédent, sont tout à fait significatives.

Cela donne un différentiel de 1 à 5 ou 1 à 4 en faveur de la capitalisation, selon l'hypothèse de croissance des salaires utilisée pour réévaluer les versements annuels. Dans le milieu de fourchette, représentatif du salarié moyen², la cotisation en capitalisation aurait été 4,6 fois plus efficace qu'une cotisation identique en répartition si l'on retient les taux de rendements employés par Natixis.

Nicolas Marquès recommande la lecture d'un rapport complet publié par Croissance Plus et l'Institut Molinari : « *Pour une réforme des retraites qui réponde aux enjeux français : Compétitivité, emploi, innovation avec la capitalisation pour tous* » (88 pages), réalisée par Croissance Plus et l'Institut économique Molinari.

Jean Philippe Delsol : Avons-nous besoin d'un pape économiste « Au nom de Dieu » ?

Dans la Lettre des Libertés du 20 octobre, publiée par l'IREF et désormais quotidienne le Président de l'IREF et administrateur de l'ALEPS résume ainsi la situation :

« Dans le cadre d'une rencontre mondiale des Mouvements populaires tenue le 16 octobre, le pape François s'est aventuré sur le terrain économique de façon très politique. Avec une force et une clarté encore sans doute inégalée dans ses propos précédents, il a demandé de dépasser les modèles socio-économiques actuels, fondés sur le marché et la liberté des échanges, qualifiés de systèmes « écocides et génocidaires ». Pêle-mêle, il a, « au nom de Dieu » (répété dix fois), fustigé la mondialisation, requis la libération des brevets sur les vaccins, l'allègement de la dette des pays pauvres... Il a proposé la mise en place d'un revenu de base ou d'un salaire universel afin que chacun ait accès « aux biens les plus élémentaires de la vie », et une réduction de la journée de travail afin de faciliter l'accès aux emplois ».

Jean Philippe Delsol fait d'abord remarquer que la mondialisation tant décriée a permis depuis la fin de la guerre froide de faire baisser le nombre d'êtres humains vivant en dessous du seuil de pauvreté de 40 % à 10 % d'une population mondiale pourtant augmentée durant cette période de 50 %. Par contraste le confinement lié au Covid a accru le nombre de pauvres dans les pays pauvres privés de

leurs débouchés dans les pays riches.

Jean Philippe Delsol ne comprend pas comment la réduction du temps de travail peut créer des emplois. « *Quand le pape demande que chacun travaille « moins pour permettre à un plus grand nombre de personnes d'accéder au marché du travail », il en reste à cette idée que l'économie et le travail sont des gâteaux à partager de telle façon que ce que chacun reçoit, il le prend à l'autre. Sauf que l'économie est plutôt une œuvre de construction commune. Plus on travaille, plus on crée de richesses partageables, de besoins qui requièrent toujours plus de travail pour les satisfaire ; tandis que moins les gens travaillent, moins ils gagnent, moins ils dépensent, moins il y a d'offre de travail et tous s'appauvrissent* ». La réforme Aubry a donné chez nous les résultats que l'on connaît.

La proposition du Pape François de créer un revenu universel revient à tuer la valeur du travail et à gonfler une masse monétaire qui n'a pas de contrepartie réelle, « *ce qui détruit la boussole des prix et des salaires et peut générer très vite des déséquilibres producteurs d'inflation au détriment des plus pauvres* ».

Fondamentalement Jean Philippe Delsol en vient à se demander pourquoi le pape fait une telle irruption dans le débat politique et économique, alors que le message évangélique sépare la Cité de Dieu de la Cité des hommes. Cette séparation *a permis aux libertés de s'épanouir dans le long combat qui a conduit, des papes Gélase 1er à Grégoire VII et Léon XIII, à la balance des forces et au respect mutuel du spirituel et du temporel*. Et, puisque le pape François se réfère volontiers au Bon Samaritain, Jean Philippe Delsol de poser la question : « *Faut-il rappeler que le Bon Samaritain était un homme riche ?* ».

Le premier séminaire Société Civile et Liberté

Comme prévu il s'est tenu du 6 au 8 octobre en résidentiel et en présentiel. En dépit de défections de dernière heure (certains stagiaires ont été « victimes » de la SNCF) dix neuf personnes se sont retrouvées, dans le cadre de cinq sessions :

La politisation de la France ; peut-on limiter le pouvoir de l'Etat ?

L'Etat Providence : en quoi est-il providentiel ? A quels coûts et pour quels résultats ?

La sphère de l'Etat : croissance des services publics au détriment des missions régaliennes

La peste verte : les mensonges écologiques et les manipulations mondialistes

L'avenir de la mondialisation : dématérialisation des échanges, les facteurs de la compétitivité

La dernière partie du séminaire (matinée du dimanche 8) a permis de dresser une liste des modes de communication au service de ceux qui veulent diffuser les idées de la liberté, et reconstituer progressivement le tissu de la société civile, très abîmé par les partis et autres « intermédiaires » entre le pouvoir et les individus.

Les détails et les résultats de ce séminaire très expérimental seront à disposition dans le courant du mois de novembre. Un prochain séminaire se tiendra du 12 au 14 novembre ; les inscriptions seront ouvertes la semaine prochaine, en utilisant toujours le canal de **contact@libres.org**.